

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial: En avant toutes! (mais vers où?)

On pensait que les mauvais résultats qu'ils avaient enregistrés après trois semaines de négociations en janvier auraient incité les membres à envisager de changer l'objectif, ne fût-ce que légèrement, afin qu'ils aient plus de temps pour réaliser des progrès lors de leurs pourparlers en petits groupes et réduire leurs divergences, condition cruciale pour qu'ils puissent déposer les textes révisés sur le projet de modalités.

Cependant, à Davos, les ministres ont décidé de maintenir le cap et d'essayer de déposer les projets de texte révisés d'ici avril, avant de planifier une réunion en juillet afin d'arrêter les modalités. Comme l'a dit succinctement un fonctionnaire, il n'y a pas d'alternative si les membres envisagent sérieusement de conclure le Programme de Doha pour le développement avant la fin de 2011.

La « bonne nouvelle » est que la Chine semble être disposée à s'engager dans les négociations sectorielles, mais ceci n'est qu'un remâchage de l'engagement qu'elle a déjà pris en décembre 2010, et qui ne s'est pas encore concrétisé. Cependant, si les Chinois parviennent à régler leurs différences avec les États-Unis, ils exerceront probablement une pression sur les autres économies émergentes, c.-à-d. le Brésil et l'Inde, pour qu'elles leur emboîtent le pas. Le Brésil a indiqué clairement qu'il ne peut faire de concessions lors de négociations sectorielles à cause de l'appréciation de sa devise qui a considérablement réduit sa marge de manœuvre. Céderont-elles sous la pression? Et si tel est le cas, l'offre qu'elles feraient par la suite serait-elle jugée suffisante pour satisfaire les États-Unis? Et que leur offrirait-on en retour, puisque la déclaration officielle de la ministérielle de Davos exige que ceux qui demandent davantage payent également davantage? Toutes ces questions demeurent sans réponse.

Quel message faut-il donc retenir de cette mini-ministérielle? Essentiellement le même que nous avons entendu depuis le début de 2011, en l'occurrence que les négociations continueront de s'intensifier tout au long de l'année dans l'espoir de parvenir à un règlement en décembre. Mais cette fois-ci, un nouvel échec mettrait l'ensemble du Cycle de Doha en grand péril.

Salon vert

Le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a tenu un salon vert avec des ambassadeurs clés le 27 janvier dans la perspective de se préparer pour la Mini-ministérielle de Davos organisée par la Suisse le 29 janvier, en marge du Forum économique mondial. Après avoir assisté à une séance d'information au sujet des piètres progrès que les négociateurs ont réalisés depuis le début de l'année, les fonctionnaires ont déclaré que M. Lamy avait décidé de confronter les ministres à Davos en leur disant d'intensifier leurs efforts pour combler les écarts qui subsistent, afin que l'on ait une chance de conclure le PDD cette année.

Bien qu'il semble y avoir une reprise « honnête » du processus de négociation, la réunion des hauts fonctionnaires (RHF) des 24 et 25 janvier n'a pas débouché sur des propositions concrètes. Ce que les hauts fonctionnaires ont fait pendant les deux jours de réunion a consisté principalement à répéter leurs positions bien connues à l'égard de divers secteurs des négociations comme l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et les Services. Ils ont cependant fait de sincères tentatives pour trouver une solution au niveau d'ambition qui pourrait satisfaire les membres mécontents, particulièrement les États-Unis, qui ont demandé que les économies émergentes en fassent davantage dans le domaine de l'accès aux marchés. Les pays en développement de leur côté ont déclaré de nouveau que toute demande du côté de l'AMNA devrait trouver sa réciproque dans d'autres secteurs, notamment l'agriculture.

Les mauvais résultats que l'on a enregistrés jusqu'à présent ont rendu les prochaines semaines critiques pour les négociations. Par conséquent, les ministres du Commerce présents à Davos seront appelés à enjoindre à leurs hauts fonctionnaires de retourner rapidement à Genève afin de faire avancer les pourparlers. Cependant, les fonctionnaires ont déclaré que la prochaine RHF ne se déroulera probablement pas avant la mi-février (semaine du 14 février) en raison des célébrations du Nouvel an chinois.

Certains membres s'inquiètent que le temps vienne à manquer, a déclaré un délégué après le salon vert. L'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Michael Punke, souhaitait entre-temps voir les choses sous un jour favorable, citant les « signes encourageants » que la Chine a donnés pendant les entretiens que le président Hu Jintao a eus au sujet de Doha avec le président américain, M. Barack Obama.

M. Punke renvoyait à une déclaration diffusée par les deux pays après que le dirigeant chinois eut visité Washington au début du mois, où les deux parties sont essentiellement convenues d'intensifier et d'élargir l'engagement entre leurs représentants respectifs, afin de conclure la phase finale.

« Les deux dirigeants ont insisté sur leur solide engagement à enjoindre à leurs négociateurs d'entreprendre des négociations globales afin d'amener rapidement le Programme de Doha pour le développement à une issue positive, ambitieuse, exhaustive et équilibrée, conforme à son mandat et fondée sur les progrès déjà réalisés », peut-on lire dans la déclaration sino-américaine qui reprend un libellé semblable à celui de la dernière déclaration du G-20 diffusée à Séoul en novembre 2010.

Ceci étant dit, comme tout un chacun, l'ambassadeur Punke s'inquiétait également que les négociateurs puissent manquer de temps. « Il n'y a pas un jour à perdre, a-t-il déclaré. Nous espérons vivement que le processus consistant à négocier en évitant les obstacles commencera bientôt. »

Conférence ministérielle de Davos

C'est le message que M. Lamy et les ambassadeurs clés sont convenus de présenter à la traditionnelle mini-conférence ministérielle qui se tient à Davos à la fin de janvier et dont le ministre de l'Économie de la Suisse, M. Johann Schneider-Ammann, était l'hôte.

Quelque 23 pays clés de l'OMC¹ ont été invités au déjeuner-rencontre du 29 janvier pour discuter de la voie à suivre pour le PDD, et bien que l'on ait signalé que peu de progrès ont été réalisés depuis le début de l'année, les ministres ont néanmoins décidé de poursuivre le même objectif que celui que M. Lamy a formulé en décembre dernier, en l'occurrence que les textes révisés sur le projet de modalités dans tous les secteurs des négociations soient diffusés avant avril, avant que les ministres s'impliquent en juillet, afin de conclure les modalités et de laisser le reste de 2011 pour conclure le Cycle (c.-à-d. apporter la dernière touche aux textes juridiques et aux listes).

Pour atteindre ces objectifs, les ministres ont enjoint à leurs négociateurs d'accélérer leurs pourparlers au moyen de consultations bilatérales et plurilatérales. « [N]ous donnerons à nos négociateurs le pouvoir de s'engager dans des compromis et à trouver des solutions créatives », ont-ils affirmé dans une déclaration, appelant ceux qui demandent une ambition supplémentaire dans l'accès aux marchés de payer davantage en contrepartie, faisant apparemment référence aux États-Unis qui ont insisté pour que les économies émergentes, notamment le Brésil, la Chine et l'Inde accroissent leur offre sur l'accès aux marchés, particulièrement dans les négociations sectorielles de l'AMNA.

Les États-Unis ont indiqué que, faute d'amélioration, il leur sera difficile de faire accepter l'ensemble actuel par le Congrès, particulièrement s'il est perçu comme déséquilibré par rapport à la Chine, avec laquelle le pays est déjà engagé dans plusieurs batailles économiques. Cependant, à Davos, les ministres ont prétendu qu'ils sont tous confrontés à des obstacles intérieurs « qu'il s'agisse de secteurs particuliers, de processus institutionnels, d'élections, de l'opinion publique, (...) le Cycle est difficile à faire accepter », ont-ils déclaré, car les pays doivent équilibrer les « coûts à court terme » avec les « avantages à moyen et à long terme ».

Le représentant au Commerce américain, M. Ron Kirk, a cependant reconnu la nouvelle dynamique des négociations et a parlé du sentiment d'urgence auquel sont à présent confrontés les membres. « Qu'il s'agisse de la crainte que notre créneau de conjoncture favorable se referme ou du sentiment que nous avons la bonne dynamique politique, les ministres du Commerce partageaient un sentiment relativement fort qu'il est temps de libérer nos hauts fonctionnaires de leur carcan et de dire qu'il ne suffit pas que nous nous mettions au travail, mais qu'il faut que nous nous mettions au travail immédiatement », a affirmé le haut fonctionnaire du Commerce américain.

¹ Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, Chine, Chine, Corée; Malaisie; Mexique; Nouvelle-Zélande, Costa Rica, États-Unis, Hong Kong, Inde, Indonésie, Jamaïque, Japon, Kenya, Norvège, Pérou, Suisse, Thaïlande, Turquie, Union européenne ainsi que le directeur général de l'OMC et le président du Conseil général.

Préparatifs pour une autre Conférence ministérielle de juillet

Avant le déjeuner-rencontre offert par la Suisse, le commissaire au Commerce de l'UE, M. Karel De Gucht a organisé une conférence ministérielle du G-7 (Australie, Brésil, Chine, UE, Inde, Japon et États-Unis) le 28 janvier.

Sept ministres clés ont enjoint à leurs négociateurs respectifs de réduire les différences techniques restantes afin que les ministres puissent venir à Genève et conclure les modalités en juillet.

« Il s'agit d'un engagement très clair que la phase finale du Cycle de Doha a désormais commencé et que chacun fera tout en son pouvoir pour parvenir à un accord », a déclaré M. De Gucht après la réunion, faisant écho aux observations formulées plus tôt pendant la journée par le premier ministre britannique, M. David Cameron, pendant un groupe de discussion auquel participait également M. Pascal Lamy.

M. Cameron a demandé à chaque dirigeant mondial de se joindre à lui pour conclure le PDD cette année. « Nous avons une dernière chance de bien faire les choses, a-t-il déclaré. L'année 2011 est celle où ça passe ou ça casse ».

M. Kirk ne pouvait qu'abonder dans ce sens. « La réalité est empreinte d'un sens d'urgence qui nous fait comprendre que si nous voulons vraiment conclure le Cycle cette année, nous disposons d'une conjoncture favorable au cours des quelques prochains mois au plus, » a-t-il déclaré.

« Nous devons vraiment nous activer, abandonner nos confortables retranchements et entreprendre sincèrement des pourparlers sur des compromis sans concession. »

Prochains événements

- Groupe de négociation sur l'AMNA, 31 janvier – 11 février 2011
- Séance informelle du Comité des négociations commerciales, 2 février 2011
- Réunion du groupe des négociations sur l'agriculture, 7-18 février 2011
- Réunion des hauts fonctionnaires, semaines du 14 février 2011
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, novembre 2011; juin, septembre et
- Textes révisés sur le projet de modalités, mars 2011
- Sommet du G-20 sur l'agriculture, 22 et 23 juin 2011 Paris
- Éventuelle mini-conférence ministérielle sur le PDD (modalités), juillet 2011 (à confirmer)
- Conférence ministérielle de l'OMC (CM8), du 15 au 17 décembre 2011

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

